



MINISTÈRE  
DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES  
ET DES RELATIONS  
AVEC LES COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES

AGENCE  
NATIONALE  
DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES

# Veille & territoires

#265 Bulletin du 7 mai 2020

## Questions géographiques et territoriales

### ► [L'impact territorial du Covid-19 : gérer la crise entre niveaux de gouvernement](#)

OCDE, 23 avril 2020. 47 p.

Le rapport a été établi par le Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes (CFE) de l'OCDE. Il porte sur les aspects territoriaux de la crise du COVID-19 et sur l'importance d'une réponse coordonnée entre différents échelons de l'administration publique. Cette première version dresse un panorama de la situation au 3 avril 2020. Le document étayera les travaux du Comité des politiques de développement régional de l'OCDE relatifs à la crise et à l'impact du COVID-19. Il s'agit d'un document évolutif qui sera régulièrement mis à jour au cours des semaines à venir. Une version actualisée sera publiée en mai.

### ► [La crise du Covid-19, l'aube d'une nouvelle ère pour les territoires ?](#)

Anne Albert-Cromarias ; Alexandre Asselineau

*The Conversation*, 23 avril 2020

Mi-mars, nous avons assisté à un véritable exode des habitants des grandes métropoles face à la menace du Covid-19. Les conséquences supposées (puis avérées) du confinement sur la vie quotidienne ont incité ces urbains à préférer des coins du territoire plus tranquilles, où l'on bénéficie d'air pur et de logements plus vastes, parfois de jardins ou de la nature environnante, où associer l'indispensable « distanciation sociale » et l'approvisionnement en denrées de première nécessité est plus aisé. Cet exode met surtout en exergue les atouts avérés, mais si peu encouragés, des territoires ruraux sur la grande ville.

### ► [Covid-19 : les campagnes moins touchées que les villes ? Premières observations cartographiques](#)

Clément Payet

*Métropolitiques*, 23 avril 2020

La pandémie de Covid-19 touche-t-elle moins les campagnes que les grandes villes ? En croisant plusieurs ressources cartographiques et statistiques, l'urbaniste Clément Payet formule de premières hypothèses.

### ► [Régions épargnées : pourquoi le virus y circule peu](#)

Lise Barnéoud

*Mediapart*, 30 avril 2020

Alors que les autorités dévoilent jeudi soir une première liste des départements « rouges » (pas prêts pour le déconfinement), Mediapart explore les pistes scientifiques susceptibles d'expliquer pourquoi certaines régions semblent ménagées par le coronavirus.

## Alimentation - Circuits courts

### ► [Relocaliser l'alimentation. Pour une transition écologique, sociale et économique](#)

Yuna Chiffoleau

*DARD/DARD*, 2019/2, n° 2, pp. 32-42. (mis en ligne le 27 avril 2020)

Tendance forte de cette dernière décennie, la relocalisation de l'alimentation sort des cercles militants et fait bouger les territoires. Elle soulève d'importants enjeux pour la transition écologique, sociale, mais aussi économique. Elle n'est toutefois pas exempte de certains risques.

### ► [« Il faut multiplier les expériences d'agriculture pirate en ville »](#)

Interview de Flaminia Paddeu par Joseph Confavreux

*Mediapart*, 26 avril 2020

La crainte des pénuries alimentaires réveillée par la pandémie a rappelé notre dépendance aux importations agricoles. Alors qu'en cas de rupture d'approvisionnement, Paris n'aurait que quatre jours d'autonomie alimentaire, l'agriculture urbaine peut-elle être une piste pour le monde d'après ?

## Développement économique

### ► [Quelle reprise, quelle relance dans les territoires à la sortie du confinement ?](#) [Analyses et propositions](#)

AdCF, avril 2020. 24 p.

Le document propose en première partie une analyse des impacts sectoriels et territoriaux de la crise pandémique du coronavirus (Covid-19). L'AdCF propose de bien distinguer la phase de reprise ou de rebond de l'activité de la séquence des plans de relance de l'économie qui devront lui succéder une fois les entreprises réorganisées. Elle rappelle le poids considérable de la commande publique, notamment celle du « bloc local » au sens large (communes, intercommunalités, syndicats mixtes, SEM et SPL, OPHLM...), pour faire levier sur la relance. Des plans de relance territoriaux sont à réfléchir pour des contractualisations en fin d'année, avec les futurs exécutifs locaux, dans le cadre des grandes programmations pluriannuelles. Cette perspective n'exclut pas des premières actions à plus brève échéance pour la phase de soutien de l'économie et de reprise. Le document de l'AdCF identifie quelques axes à privilégier dans les contractualisations futures en matière de transition écologique, de développement économique, de cohésion sociale. La dernière partie du document s'intéresse à la question de la relocalisation des activités économiques, notamment industrielles.

### ► [À quelles conditions la France peut-elle se réindustrialiser ?](#)

Gilles Crague ; Denis Carré ; Nadine Levratto

*The Conversation*, 28 avril 2020

Les conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire invitent à une prise de distance pour en traiter les causes, anticiper les effets à moyen terme et tracer les contours du nouveau modèle économique qui pourrait en découler.

## Economie sociale et solidaire

### ► ESS et ruralités. État de l'art

Avisé ; Ecole urbaine de Sciences Po, avril 2020. 56 p.

Réalisé dans le cadre d'un projet collectif commandé à l'Ecole urbaine de Sciences Po par l'Avisé, cet état de l'art porte sur les outils de contractualisation spécifiques au développement rural et la place de l'Economie sociale et solidaire (ESS) au sein de ces contrats.

## Egalité - Inégalité

### ► Pauvreté : la grande propagation

Tiphaine de Rocquigny

France Culture, émission "*Entendez-vous l'écho*", 4 mai 2020. 58 mn

L'épidémie de coronavirus, débutée il y a quelques mois, est souvent présentée comme un « révélateur » des inégalités dans le monde ou en France. En réalité, si cette crise est universelle, elle sévit dans une société profondément inégalitaire, mais où les plus démunis sont souvent invisibles. Alors, comment lutter efficacement contre des inégalités qui, certes, ne sont pas nouvelles mais, que la crise a rendu encore plus pérennes ? Et dans quelle mesure cette crise remet-elle en cause l'organisation actuelle des droits économiques de la personne ?

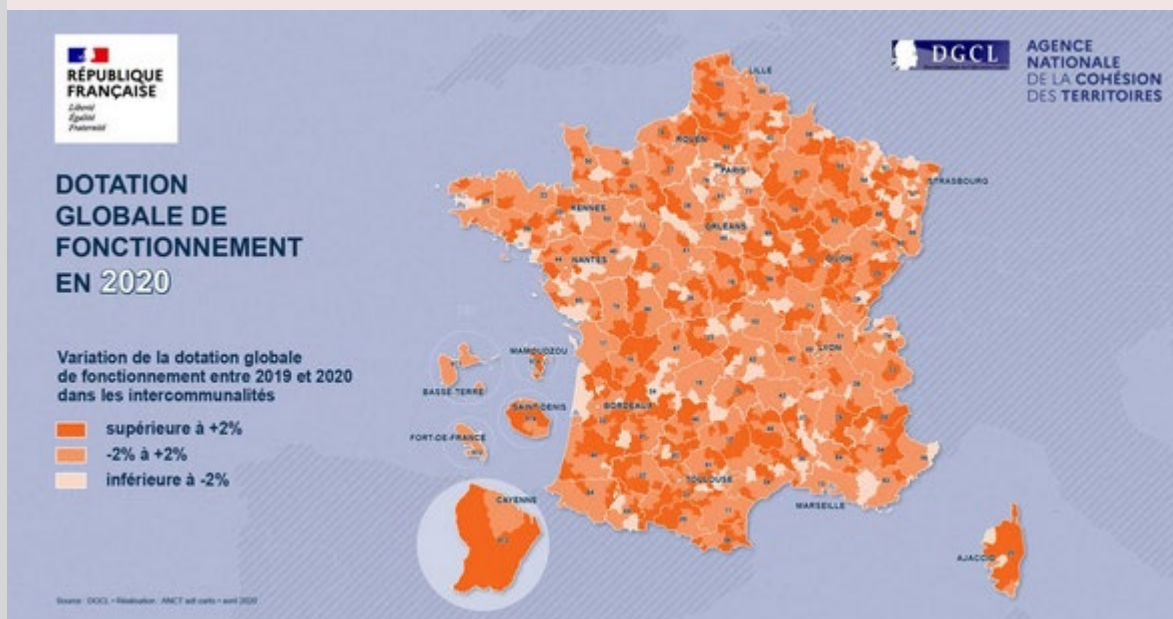
### ► Inégalités femmes-hommes : y a-t-il une lecture de genre de la crise ?

France Culture, émission « *Le temps du débat* », 29 avril 2020. 42 mn

Les professions en "première ligne" dans la crise sont des professions mal rémunérées, dans lesquelles les femmes sont surreprésentées. Dans le même temps certains prêtent aux femmes dirigeantes une meilleure gestion de ce moment. Inégalités structurelles, biais de genre : quels enseignements ?

## Une carte un focus

### ► Dotation générale de fonctionnement (DGF) 2020



La dotation globale de fonctionnement (DGF) principale dotation de l'Etat aux collectivités locales représente 15,13 % de leurs recettes de fonctionnement, constituées majoritairement du produit des

impôts locaux comme les taxes foncières, la taxe d'habitation ou la cotisation économique territoriale. Elle mesure pour chaque collectivité la contribution de l'Etat au financement des services publics locaux. Pour 72 % des communes, l'évolution de la DGF entre 2019 et 2020 représente une variation (positive ou négative) de moins de 1% de leurs recettes réelles de fonctionnement.

L'ANCT a conçu en lien avec la DGCL la version 2020 de la carte interactive de la DGF. Outil à destination des élus locaux et du grand public, elle fournit un ensemble de données qui permet de comparer l'attribution de DGF et son évolution à l'échelle communale, intercommunale et départementale.

► [Accéder à la carte interactive DGF 2020 sur la cartothèque ANCT](#)

## Evaluation

### ► [Les apports de l'évaluation pour les territoires](#)

**Michel Basset**

**Millénaire 3, 27 avril 2020**

Alors qu'il n'a jamais été aussi utile d'apprécier l'impact des politiques publiques afin de les améliorer, beaucoup d'administrations peinent à dépasser une approche centrée sur la reddition de comptes. Or, l'évaluation n'a pas pour seul objet de rendre compte sur ce qui se fait et les effets de l'action publique. D'une part, elle participe à la décision en proposant des ajustements, voire des modifications en profondeur des politiques ou programmes évalués. D'autre part, elle s'adresse à toute la chaîne de production de la politique, du décideur au bénéficiaire. Dans ce texte, l'auteur revient sur la variété des formes d'évaluation en France et les effets qu'une évaluation peut produire, dans une administration et sur le territoire.

## Innovation

### ► [Regards sur la géographie de l'innovation](#)

**Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU)**

**Les Dossiers Fnau, n° 46, avril 2020. 24 p.**

L'intensité de l'innovation est un vecteur clef de dynamisme économique et d'attractivité territoriale, c'est aussi un marqueur fort de la stratégie nationale et européenne avec la stratégie de Lisbonne. Depuis longtemps des agences d'urbanisme observent les évolutions d'innovation sous l'angle de leur impact sur les écosystèmes territoriaux, notamment pour mettre en lumière à travers la production de publications scientifiques et de brevets, les spécialisations, les liens avec le tissu économique, mais aussi les coopérations entre territoires. Cette publication de la Fnau, tente de montrer cela à travers des cartographies originales, et pour la première fois à l'échelle nationale. Ce sont aux tendances de fond qu'il faut s'attacher. C'est le domaine de la santé qui domine très largement les publications scientifiques alors que les spécialités de brevet sont plus diversifiées.

## Intercommunalité

### ► [La crise sanitaire : les intercommunalités sur tous les fronts](#)

**Intercommunalités, n° 249, avril 2020. Dossier spécial. pp. 8-19**

Confrontées à la crise sanitaire et ses conséquences, les intercommunalités font face, s'organisent dans la durée pour assurer la continuité des services publics et préparent le retour à la normale.

## Logement

### ► [Le logement, vecteur des inégalités](#)

Fanny Bugeja-Bloch ; Anne Lambert

**La Vie des idées, 27 avril 2020**

La qualité de l'habitat augmente, mais également les inégalités de logement entre catégories socio-professionnelles, que le confinement rend particulièrement visibles. Surface, surpeuplement, localisation et accès à l'extérieur figurent parmi les indicateurs de cette hiérarchie sociale.

## Périurbain

### ► [La densification sous contrainte : bâtir des immeubles dans le périurbain francilien](#)

Claire Fonticelli

**Géoconfluences, avril 2020**

La lutte contre l'étalement urbain érigée comme un objectif des politiques publiques conduit à une densification qui se traduit par la construction de petits immeubles collectifs dans des communes peu denses. Mais cette densification est difficile : son équilibre économique est fragile, sa gouvernance défailante et les habitants y sont réticents. Elle pose surtout la question de l'adéquation des logements collectifs produits aux attentes des habitants, dans des communes où le pavillon reste la norme et le type de logement le plus désiré.

## Politique de la ville

### ► [Capital numérique. Pouvoir d'agir des habitants des quartiers prioritaires](#)

**Le Lab Ouishare - Chronos, avril 2020. 53 p.**

Le numérique constitue un eldorado en trompe l'oeil : il n'a pas résorbé les inégalités sociales et territoriales. Dans le même temps, la conception des services numériques est encore marquée par une approche technocentrée. Elle se base souvent sur une compréhension insuffisamment fine des pratiques réelles, des besoins et des attentes des habitants de ces quartiers. A l'heure où la politique de la ville entre dans une nouvelle phase et où la stratégie pour un numérique inclusif a été lancée par le gouvernement, il est urgent de penser et surtout d'expérimenter des solutions pour faire du numérique un véritable atout au service de la réduction des inégalités et en faveur de la capacitation individuelle et collective des habitants des quartiers prioritaires.

### ► [Les quartiers à l'épreuve du Covid-19](#)

Caroline Bray ; Naïma M'Faddel

**Institut Montaigne - Le Blog, 24 avril 2020**

Au-delà des fantasmes et des a priori sur les quartiers populaires, qu'en est-il donc du respect du confinement et des gestes barrières par leurs habitants ? Y aurait-il une "exception banlieue" à observer dans la crise du Covid-19 ? Quelles leçons peut-on en tirer pour l'avenir ?

## Politiques publiques

### ► [Un balcon en forêt 2020 : essai comparatif sur l'épidémie de Covid](#)

Paul-André Rosental

**Terra nova, 6 mai 2020. 55 p.**

Depuis le début de l'épidémie, des nombreuses comparaisons sont faites d'un pays à l'autre, le plus souvent à partir d'un indicateur de mortalité. La présente étude propose un classement plus sophistiqué en expliquant quelle comparaison est possible entre des pays très différents (24 pays dont la France). Sur la base d'un indicateur de mortalité corrigé, l'étude tente ensuite d'évaluer les politiques publiques mises en place pour faire face à la crise dans ces différents pays.

## Territoires

### ► [Etude IMPACT Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)

**Comisis - Le Rameau pour l'Observatoire des partenariats, avril 2020. 58 p.**

En région Provence Alpes Côte-d'Azur, si les atouts sont grands, les fragilités le sont tout autant. Une chose est certaine, plus que jamais, en sortie de crise, il faudra « jouer collectif ». 83 % des habitants de PACA, 83% des associations, 91 % des entreprises et 89 % des élus locaux sont en effet convaincus que les alliances entre les acteurs publics et privés sont source d'innovation pour répondre aux défis territoriaux. Différents « catalyseurs territoriaux » sont déjà mobilisés pour faire de ce « devoir d'alliance » une réalité sur le territoire : Marseille Solutions, Pays d'Aix associations et le Labo d'Innovation Publique en sont quelques exemples.

### ► [En France, une personne née en Bretagne sur quatre habite dans une autre région](#)

**Insee - Muriel Cazenave**

***Insee Flash Bretagne*, n° 61, 30 avril 2020. 2 p.**

En 2016, un quart des personnes nées en Bretagne vit dans une autre région de France. Parmi ces 688 600 natifs de Bretagne, la moitié réside en Île-de-France et dans les Pays de la Loire. Les études supérieures ou la recherche d'un premier emploi sont fréquemment l'occasion d'un départ de leur région natale. Les plus diplômés et les travailleurs les plus qualifiés ont davantage migré vers une autre région. La Bretagne compte à l'inverse 970 500 habitants nés dans une autre région française ou à l'étranger.

## Transitions

### ► [L'heure de la planification écologique](#)

**Cédric Durand ; Razmig Keucheyan**

***Le Monde diplomatique*, mai 2020. pp. 16-17**

Et maintenant, que faire de ce chaos planétaire ? Continuer comme avant ? Ou rompre avec les dogmes qui ont conduit à négliger les besoins prioritaires des populations, à commencer par la santé ? La pandémie de Covid-19 invite à penser une société respectueuse des équilibres environnementaux et à la hauteur des enjeux climatiques.

### ► [Crise\(s\), climat : vers un plan de transformation de l'économie française. Présentation d'un chantier d'urgence](#)

**The Shift Project, mai 2020. 50 p.**

Le think tank The Shift Project propose un plan de transformation de nos activités essentielles (se nourrir, se loger, se déplacer, se soigner, travailler, comprendre, échanger), afin de les rendre saines et robustes pour les temps de crise économique et écologique dans lesquels nous entrons.

### ► [Climat, santé : mieux prévenir, mieux guérir. Accélérer la transition juste pour renforcer notre résilience aux risques sanitaires et climatiques](#)

**Haut conseil pour le climat, avril 2020. 24 p.**

Le rapport est consacré aux enseignements à tirer de la crise sanitaire du COVID-19 et aux suites à donner pour atteindre nos objectifs vers la neutralité carbone. La baisse radicale des émissions de gaz à effet de serre liée à la crise du COVID-19 reste marginale. Elle n'est ni durable, ni désirable, sans un changement structurel organisé mettant les enjeux climatiques au cœur des décisions post-crise sanitaire. Pour renforcer notre résilience et nos capacités d'adaptation face aux risques sanitaires et

climatiques, la réponse du Gouvernement à la crise du COVID-19 doit soutenir la transition bas-carbone juste.

### ► [« Nous assistons à une révolution du droit international »](#)

Entretien réalisé le 2 mars 2020 par Jean-Yves Pineau, entre Corinne Lepage et Bruno Latour  
*DARD/DARD*, 2019/2, n° 2, pp. 74-88.

Face à Bruno Latour, l'un des penseurs contemporains les plus lus et écoutés, qui centre son propos ces dernières années sur la nécessité d'« atterrir » pour appréhender le nouveau régime climatique, l'ancienne ministre Corinne Lepage apporte une réponse qui croise tous ses combats : celle du droit, de la justice climatique. Complémentaire de la démocratie de proximité que prône et pratique le sociologue et philosophe des sciences. Deux voix essentielles pour deux voies qui étudient les possibles.

## Urbain

### ► [« La crise sanitaire impose de penser des villes bien plus résilientes »](#)

Jean-Marc Offner

*Le Courrier des maires*, n° 345, mai 2020. pp.12-13

Et si le confinement lié au Covid-19 nous poussait à réexaminer l'organisation de nos grandes villes et de leurs mobilités ? C'est le difficile exercice de prospective auquel la revue a soumis l'urbaniste Jean-Marc Offner, déjà très critique à l'égard de certains dogmes régissant l'urbanisme ...

### ► [Derrière les mots : la densité](#)

La Fabrique de la cité, 6 mai 2020

Depuis le début de la crise liée à la pandémie de COVID-19, les analyses se multiplient qui voient dans la densité l'explication première de l'explosion de l'épidémie dans des villes intensément peuplées. Ces discours identifient, à raison, un lien entre épidémie et densité mais se fourvoient lorsqu'ils font de cette dernière le facteur principal de la propagation de l'épidémie. En effet, la dynamique de l'épidémie est liée non à la densité de population en tant que telle mais à la densité des contacts sociaux.

### ► [La ville dense a trahi ses habitants](#)

Jacques Ferrier

*Métropolitiques*, 27 avril 2020

Pour l'architecte Jacques Ferrier, la pandémie du Covid-19 questionne la résilience du modèle métropolitain. Principal foyer de contamination, les villes denses se sont révélées incapables de protéger leurs habitants. Il invite à les repenser à partir d'un urbanisme soucieux du corps et des échelles d'action des citoyens.

### ► [Pour une métropole circulaire, ici et maintenant](#)

Grosse François

*Futuribles*, n° 436, mai 2020, p. 5-22

L'auteur plaide pour la mise en place rapide de « métropoles circulaires » en France, afin de transformer au plus vite l'économie et les modes de vie de sorte qu'ils deviennent compatibles avec notre écosystème et ainsi atteindre les objectifs nécessaires à une véritable transition écologique appréhendée au travers de toutes ses dimensions.

### ► [Les bidonvilles contre le coronavirus, le confinement contre les bidonvilles](#)

Julien Damon

**Fondation Jean Jaurès, 29 avril 2020**

Le coronavirus touche aussi les pays en développement. Il faut y imaginer l'impact potentiel de l'épidémie dans les bidonvilles de métropoles colossales, là où se conjuguent insalubrité de l'habitat et importante densité de population. Pour le moment, les conséquences sanitaires semblent relativement légères. En revanche, le choc économique et la récession qui s'annonce s'avèrent très sévères, indique le sociologue Julien Damon.

**Agence nationale de la cohésion des territoires**

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille

>> **S'abonner** : [accès direct à l'encart d'inscription](#)

>> **Nous contacter** : [veille.anct@anct.gouv.fr](mailto:veille.anct@anct.gouv.fr)

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : [info@anct.gouv.fr](mailto:info@anct.gouv.fr)



MINISTÈRE  
DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES  
ET DES RELATIONS  
AVEC LES COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES

**AGENCE  
NATIONALE  
DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES**

© 2020 Agence nationale de la cohésion des territoires

[Voir la version en ligne](#)

[Se désinscrire](#)